

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 BOURGES

Orléans, le 16/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BERNARDY**

12 route de Tours

Launay

18100 THENIOUX

Références : VAT20220661  
Code AIOT : 0010000008

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2022 dans l'établissement BERNARDY implanté 12 route de Tours Launay 18100 THENIOUX. L'inspection a été annoncée le 19/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BERNARDY
- 12 route de Tours Launay 18100 THENIOUX
- Code AIOT : 0010000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : MTD

La société BERNARDY (Groupe Isaltis) exploite sur la commune de Thénieux une usine de fabrication de produits chimiques. La société BERNARDY a été autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine par l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 5 août 2005, 11 juin 2009 et 9 novembre 2016.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites des visites du 9 avril 2021,
- état des matières stockées,
- dispositions de restriction des usages de l'eau.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	NC1* VI 09/04/21	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.8 et article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/01/2020	NC1* inspection du 09/04/2021	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	NC5* VI 09/04/21	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.2.1.	NC5* inspection du 09/04/2021	Sans objet
6	R3 VI 09/04/21	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	R3 inspection du 09/04/2021	Sans objet
7	NC1* VI 09/04/21_UD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article AM SEVESO annexe V	NC1* inspection UD du 09/04/2021	Sans objet
8	NC2* VI 09/04/21_UD	Code de l'environnement du 23/08/2022, article R.515-98	NC2* inspection UD du 09/04/2021	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	NC2* VI 09/04/21	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.5.4.5	/	Sans objet
3	NC4* VI 09/04/21	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	R1 VI 09/04/21	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10	/	Sans objet
9	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
10	Restriction des usages de l'eau	AP Complémentaire du 05/08/2005, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1\* VI 09/04/21

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI du 09/04/2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>La concentration journalière et le flux journalier de chacun des principaux polluants seront inférieurs ou égaux aux valeurs prévues dans le tableau suivant :</p> <p>[...]</p> <p>Azote global 30 mg/l de concentration maximale</p> <p>[...]</p> <p>La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite prescrite.</p>
<p><b>Constats :</b> La valeur d'émission en concentration d'azote global dans le rejet aqueux du site n'est pas respectée.</p>
<p><b>Observations :</b> Constat du 28/05/2019 (NC9): Les rejets aqueux présentent systématiquement des concentrations en azote global supérieures au triple de la valeur limite d'émission.</p> <p>Le constat du 28/05/19 a été reconduit lors de l'inspection du 06/11/20 (NC2*).</p> <p>L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14/01/20 et plus particulièrement les articles 2 et 6, stipulait que l'exploitant devait respecter les valeurs limites d'émission en concentration d'azote global dans un délai d'un an (art 2) et devait fournir une étude technico-économique visant à identifier les solutions à mettre en œuvre pour respecter l'article 2 dans un délai de 6 mois (art6).</p> <p>Le constat du 06/11/20 a été reconduit lors de l'inspection du 09/04/21 (NC1*). « Dépassement de la valeur limite d'émission en concentration d'azote global dans le rejet aqueux du site depuis plusieurs années et notamment au mois de janvier et février 2021 ». L'inspection constate que la date d'échéance réglementaire du respect de la VLE en azote global du rejet aqueux du site fixée au 14/01/21 est échue et que l'exploitant a débuté la mise en œuvre d'actions correctives dont l'efficacité n'est pas connue.</p> <p>Par courriel du 02/06/21, l'exploitant fait part à l'inspection des observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La première action d'isolement des eaux de l'atelier J (fabrication du Nitrate de potassium) a permis d'amorcer une diminution du taux d'azote dans les eaux de rejets d'environ 70 % entre janvier et avril 2021. La concentration du prélèvement du 19/04/21 est de 222ppm;</li> <li>- Deux autres actions de diminution des rejets azotés sont prévues avant novembre 2021 afin de limiter les arrivées d'azote à la Station de Traitement des Eaux de Process (mise en place d'un bac de rétention sous le filtre du nitrate de baryum à l'atelier F, pompage en GRV du puisard de l'atelier D01b);</li> <li>- L'analyse mensuelle de l'azote global sur les eaux industrielles rejetées est devenue une analyse hebdomadaire depuis le 19/04/21, afin d'améliorer le suivi d'impacts de nos actions d'amélioration;</li> <li>- Des indicateurs de suivis de nos rejets en azote (concentrations et flux) ont été mis en place et font l'objet d'un suivi par un groupe de travail;</li> <li>- Etude du BREF CWW version 2016 et de ce qui peut être appliqué à notre entreprise en termes de rejets d'azote en concentration et en flux. Le BREF CWW version 2016 indique que la concentration de 30 mg/l d'azote maximum autorisé ne s'applique que si les émissions dépassent 2,5 tonnes/ an d'azote rejetés dans le milieu naturel. Un objectif de 2,5 tonnes/an maximum d'azote rejeté dans le milieu paraît un objectif accessible à moyen terme pour l'exploitant. Une concentration de 30 mg/l d'azote maximum dans nos rejets ne paraît pas accessible selon l'exploitant;</li> <li>- Une étude d'impact des niveaux de rejets actuels en azote global va être réalisée;</li> <li>- La conclusion des actions précédentes permettra de faire une proposition de seuil de flux que l'exploitant devra respecter.</li> </ul>

<p>Lors de la visite du 29/08/22, l'inspection a constaté que les valeurs d'émission d'azote global en concentration dans le rejet aqueux ne respectent pas la valeur limite d'émission fixée à 30 mg/l (485 mg/l ). L'exploitant a précisé que cette augmentation de concentration en azote est dû à une augmentation de production de sels azotés. Cependant, le flux journalier rejeté reste inférieur à 50 kg.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'étude d'impact des niveaux de rejets en azote global de l'établissement sur le milieu naturel n'est pas finalisée. L'exploitant a indiqué que cette étude sera intégrée au porter à connaissance de demande d'aménagement des prescriptions relatives au rejets aqueux qui va être déposé prochainement.</p> <p>La NC1* relevée lors de l'inspection du 09/04/21 est maintenue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.5.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI du 09/04/2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le matériel électrique doit être entretenu en bon état et doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.  [...]  Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.  [...]  Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale(alimentation de secours ou de remplacement)  Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sûreté doivent être indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.  [...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Constat du 17/04/20 (NC6): Le matériel électrique n'est pas maintenu en bon état. Le constat du 17/04/20 a été reconduit lors de l'inspection du 06/11/20 (NC5*). « Le matériel électrique n'est pas maintenu en bon état ».  Par courriel du 08/03/21, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les non-conformités nécessitant une action corrective immédiate dans le rapport annuel DEKRA ont été traitées. Un plan d'action avec les délais de réalisation des remarques non traitées est établi et joint en pièce avec les délais de réalisation des différentes actions.  Lors de la visite du 09/04/21, l'inspection a constaté que le suivi des non-conformités des installations électriques est formalisé dans un tableau tenu à jour par l'exploitant et note que toutes les non-conformités nécessitant une action corrective immédiate ont fait l'objet d'actions de mise en conformité. L'exploitant indique qu'une levée des réserves sera effectuée par la société DEKRA lors de la prochaine vérification complète des installations.  Le constat du 06/11/20 a été reconduit lors de l'inspection du 9 avril 2021 (NC2*). « Le matériel électrique n'est pas maintenu en bon état. L'exploitant transmettra le certificat Q18 mis à jour ».  Par courriel du 02/06/21, l'exploitant fait part à l'inspection des observations suivantes :  - les points de non-conformités relevés lors du dernier contrôle des dispositifs électriques ont tous été résolus.  - la société DEKRA a réalisé un nouveau contrôle le 30/04/2021 de nos installations et confirmé la levée des non-conformités du rapport précédent N°031680622001R001 du 03/09/2020.  - un rapport de levée de réserves a été émis par DEKRA et est joint à la réponse.  - le Q18 ne peut être mis à jour qu'au prochain contrôle complet, nécessitant un arrêt des équipements de production. Ce contrôle est prévu en août 2021.</p> <p>Lors de la visite du 29 août 2022, l'inspection a consulté le rapport de la société DEKRA du 22/10/21 et a constaté la levée des non-conformités.</p> <p>La NC2* relevée lors de l'inspection du 9 avril 2021 est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air - Odeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI du 09/04/2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.</p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</p> <p>[...]</p> <p>Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.</p> <p>La valeur limite d'émission pour les NOx est de 150 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b></p> <p>Constat du 28/05/2019 (NC10): La concentration en oxydes d'azote en sortie de la chaudière à gaz est supérieure à la valeur limite de 150 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>Le constat du 28/05/19 a été reconduit lors de l'inspection du 6 novembre 2020 (NC8*). « La concentration en oxydes d'azote en sortie de la chaudière à gaz est supérieure à la valeur limite de 150 mg/m<sup>3</sup> (157 mg/Nm<sup>3</sup> selon le rapport DEKRA du 18/07/2020).</p> <p>Par courriel du 08/03/21, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le 02/02/21, le prestataire en charge de la maintenance de la chaudière (société ENGIE) a tenté d'améliorer le réglage de combustion et a établi un rapport de visite. Le rapport mentionne l'impossibilité d'améliorer la combustion : le brûleur étant dans sa plage la plus basse de fonctionnement. Le prestataire a pris contact avec le fabricant (société BABCOCK) pour pouvoir disposer d'autres solutions de la part du constructeur. Aucune réponse du fabricant à ce jour, ni délai de réponse donné de celui-ci. Impossible de donner une réponse concernant le point de non-conformité et la levée possible de celui-ci. La fiche d'intervention de la société Engie du 02/02/2021 est communiquée ainsi que le courrier électronique de l'exploitant à la société ENGIE du 16/02/2021.</p> <p>Le constat du 06/11/20 a été reconduit lors de l'inspection du 9 avril 2021 (NC4*). « La concentration en oxydes d'azote en sortie de la chaudière à gaz est supérieure à la valeur limite de 150 mg/m<sup>3</sup> (157 mg/Nm<sup>3</sup> selon le rapport DEKRA du 18/07/2020) ».</p> <p>Par courriel du 02/06/21, l'exploitant fait part à l'inspection des observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le changement de brûleur de la chaudière est envisagé afin de pouvoir respecter la concentration en Oxydes d'azote en sortie de la chaudière gaz.</li> <li>- une demande d'investissement pour changer le brûleur a été réalisée. Le processus est en cours.</li> <li>- les travaux nécessitant une semaine d'arrêt de production, ainsi qu'une requalification de la chaudière, ce changement sera réalisé soit à l'arrêt de production d'août 2021, soit à celui d'août 2022, si l'investissement est accordé. Le montant de l'investissement soumis est de 46 K€.</li> </ul> <p>Lors de la visite du 29 août 2022, l'exploitant a fait part à l'inspection du changement de brûleur. L'inspection a consulté le rapport de la société DEKRA du 31/05/22 (réf N°D85547782201R001) et a constaté que la concentration en oxydes d'azote en sortie de la chaudière à gaz est inférieure à la valeur limite de 150 mg/m<sup>3</sup>.</p> <p>La NC4* relevée lors de l'inspection du 9 avril 2021 est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 4 : NC5\* VI 09/04/21

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI du 09/04/2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés.</p> <p>Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté où la réglementation en vigueur.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère.</p> <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques en sortie de l'extracteur de l'atelier F et du réacteur 1125 ne sont pas conçus de manière à favoriser l'ascension et la dispersion des gaz à l'atmosphère. L'exploitant doit confirmer si les écarts par rapport aux normes ont un impact sur les valeurs limites d'émission.</p>
<p><b>Observations :</b> Constat du 28/05/2019 (NC12) : Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques en sortie de l'extracteur de l'atelier F et du réacteur 1125 ne sont pas conçus de manière à favoriser l'ascension et la dispersion des gaz à l'atmosphère.</p> <p>Le constat du 28/05/19 a été reconduit lors de l'inspection du 6 novembre 2020 (NC10*). « Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques en sortie de l'extracteur de l'atelier F et du réacteur 1125 ne sont pas conçus de manière à favoriser l'ascension et la dispersion des gaz à l'atmosphère.</p> <p>Par courriel du 08/03/21, l'exploitant a indiqué à l'inspection que certaines évacuations des effluents atmosphériques ne permettent pas une mesure dans des conditions optimums par les organismes de contrôle. Ces points de mesure seront créés avant la prochaine campagne de 2021. Si besoin certains conduits d'évacuation seront modifiés. Délai août 2021 (Fermeture estivale).</p> <p>Lors de la visite du 09/04/21, l'exploitant a précisé avoir débuté le recensement des conduits d'évacuation des effluents atmosphériques du site qui ne répondent pas aux exigences normatives. Il constate que 4 conduits respectent les exigences normatives en amont et en aval. Les autres respectent uniquement la longueur en amont du point de prélèvement. L'exploitant a précisé avoir passé commande pour la création de points de mesure conformes (commande non visualisée par l'inspection des installations classées).</p> <p>Le constat du 06/11/20 a été reconduit lors de l'inspection du 9 avril 2021 (NC5*). « Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques en sortie de l'extracteur de l'atelier F et du réacteur 1125 ne sont pas conçus de manière à favoriser l'ascension et la dispersion des gaz à l'atmosphère ».</p> <p>Par courriel du 02/06/21, l'exploitant a fait part à l'inspection des installations classées que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des points d'accès pour réaliser les mesures des effluents atmosphériques dans de meilleures conditions ont été réalisés conformément aux préconisations de notre organisme de contrôle ;</li> <li>- l'organisme de contrôle vient réaliser les prélèvements des rejets atmosphériques les 28, 29 et 30/06/2021 ;</li> <li>- le contrôleur sera accompagné par les équipes Bernardy afin de réaliser les mesures aux points d'accès prévus à cet effet ;</li> <li>- le nouveau rapport de contrôle sera transmis à la DREAL.</li> </ul> <p>Lors de la visite du 29 août 2022, l'exploitant a fait part à l'inspection des dernières mesures des effluents atmosphériques réalisées du 31 mai au 2 juin 2022 par la société DEKRA. L'exploitant a fait part de difficultés de mise en conformité du conduit d'évacuation de l'atelier F et plus particulièrement la réhausse importante de la cheminée.</p>

L'inspection a consulté le rapport de la société DEKRA (réf n°D85547782201R002(M01)). Ce rapport précise qu'aucunes valeurs limites d'émissions ne sont dépassées mais que ces données sont potentiellement minorées. En effet, les mesures ont été réalisées au débouché du conduit (absence d'orifice), les conditions ne permettent pas d'assurer des essais correctement et impliquent une sous estimation des résultats. Les distances amont ou aval requises ne sont pas respectées ce qui peut induire un écoulement non laminaire.
La NC5* relevée lors de l'inspection du 9 avril 2021 est maintenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 5 : R1 VI 09/04/21

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI du 09/04/2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.</p> <p>[...]</p> <p>Les capacités de rétention comme les canalisations de transport de produits dangereux et les réseaux de collecte des effluents doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des fluides qu'ils pourraient contenir. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation associés qui doivent être maintenus fermés.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes, de stockage et de manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Constat du 09/04/2021 (R 1): L'exploitant veillera à garantir l'étanchéité de la tuyauterie d'envoi des effluents de l'égout chimique vers la fosse d'entrée "Autres Sels" de la station de traitement des eaux.</p> <p>Par courriel du 02/06/21, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une demande d'intervention N° 21/00 633 a été réalisée afin de remplacer la tuyauterie souple par une tuyauterie rigide, sans raccord.</p> <p>Lors de la visite du 29 août 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la tuyauterie d'envoi des effluents de l'égout chimique vers la fosse d'entrée « Autres Sels » de la station de traitement des eaux a bien été remplacée par une canalisation rigide étanche.</p> <p>La remarque 1 émise lors de l'inspection du 9 avril 2021 est satisfaite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI du 09/04/2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> La cuve de « CuCl » n'a pas fait l'objet d'un nettoyage complet et l'identification de cette cuve n'a pas été mise à jour.</p>
<p><b>Observations :</b> Constat du 09/04/2021 (R 3): L'identification « CuCl » doit être retirée des cuves de stockage après leur nettoyage.</p> <p>Par courriel du 02/06/21, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le nettoyage de la cuve par une société extérieure est en cours de programmation. L'identification de la cuve sera retirée après ce nettoyage. La preuve de réalisation sera transmise à la DREAL.</p> <p>Lors de la visite du 29 août 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une entreprise spécialisée doit intervenir le 21 septembre 2022.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la transmission des justificatifs des opérations de nettoyage et d'identification de la cuve «CuCl» dès la fin des travaux.</p> <p>La remarque 3 est maintenue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article AM SEVESO annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI du 09/04/2021
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Ce plan et ses modifications sont transmis à la direction départementale d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.</p> <p>L'inspecteur des installations classées est informé de la date retenue pour cet exercice.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> Le Plan d'Opération Interne n'a pas été mis à jour.
<p><b>Observations :</b> Constat du 09/04/2021-UD (NC1*) : Le Plan d'Opération Interne n'a pas été mis à jour.</p> <p>Par courriel du 10/05/21, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le Plan d'Opération Interne (POI) va être mis à jour.</p> <p>Lors de la visite du 29 août 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le POI était en cours de finalisation.</p> <p>L'exploitant doit mettre à jour le POI conformément à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 pour les sites SEVESO. Les nouvelles dispositions sur les prélèvements environnementaux doivent être intégrées dans le POI à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la transmission du Plan d'Opération Interne dès que sa mise à jour sera finalisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> VI du 09/04/2021
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'étude des dangers rédigée par l'exploitant est révisée au plus tard tous les 5 ans ou à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation.
<b>Constats :</b> L'étude de dangers n'a pas été révisée comme annoncé par l'exploitant.
<b>Observations :</b> Constat du 09/04/2021-UD (NC2*) : L'étude de dangers n'a pas été révisée.  Par courriel du 10/05/21, l'exploitant a indiqué à l'inspection que la révision de l'étude de dangers allait être réalisée pour le 31 décembre 2021.  Lors de la visite du 29 août 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection que la révision de l'étude de dangers était réalisée par la société SOCOTEC et qu'il était dans l'attente du rapport (prévu pour fin septembre 2022).  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la transmission de l'étude de dangers révisée dès sa réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Etat des matières stockées.  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 29 août 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant tient à jour un état de l'ensemble des matières stockées sur le site. Par échantillonnage, l'inspection a consulté le registre, vérifié l'état et l'emplacement des stocks sur site ; Nitrate de strontium 1 012 kg stockés en A 05, nitrate de baryum 6 400 kg en A 05 et peroxyde de baryum 2 700 kg en A 08.  L'exploitant dispose des fiches de sécurité. Par échantillonnage, l'inspection a consulté les fiches de sécurité du nitrate de baryum et nitrate de potassium.  Ces documents sont accessibles et disponibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Restriction des usages de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/08/2005, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures liées au déclenchement du plan de crise
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès la publication de l'arrêté préfectoral [...], constatant le franchissement du seuil de crise correspondant au débit d'étiage de crise pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté et au vu du dossier remis par l'exploitant le 26 mai 2005, l'exploitant met en œuvre les dispositions complémentaires suivantes pendant la durée de la crise: - suspension de l'activité de l'atelier B Peroxydes pendant une durée maximale de 5 jours.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a tenu régulièrement informé l'inspection des installations classées de sa situation.  Lors de la visite du 29 août 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection que lors du déclenchement du plan de crise relatif au franchissement du seuil de crise pour le bassin hydrographique du Cher, il suspend l'activité de l'atelier B peroxydes pour une durée de 5 jours.  L'exploitant a précisé à l'inspection que durant la période de crise de 2022, tous les ateliers (dont l'atelier B) ont été mis à l'arrêt pendant 3 semaines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet